

PREFET DE SAONE ET LOIRE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ
Bureau de la réglementation et des élections

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

DCL / BREN / 2020-13-2

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

EPUR CENTRE
135 rue Lavoisier
BP 92033
71020 MACON Cedex 9

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014196-0015 délivré le 15 juillet 2014 à la société EPUR CENTRE pour l'exploitation d'un centre de tri, transit et regroupement de déchets non dangereux et dangereux sur le territoire de la commune de Mâcon, ZI, 135 rue Lavoisier ;

Vu le rapport, référencé SS/MV150419/2743/079, du 16/04/2019, suite à la visite d'inspection du 25/10/2018 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 20 décembre 2019, suite à la visite d'inspection du 11 décembre 2019, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les résultats des contrôles inopinés sur les rejets aqueux en date du 3 avril 2019, du 11 décembre 2017 et du 21 novembre 2016 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté, dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que le contrôle inopiné des rejets aqueux réalisé le 03 avril 2019 pour le rejet EP1 montre des dépassements pour le paramètre métaux totaux : 17,551 mg/L, pour une valeur limite à 15 mg/l ;

CONSIDÉRANT que les non-conformités sur les rejets aqueux sont récurrentes : contrôles inopinés des rejets aqueux du 11 décembre 2017 et du 21 novembre 2016 montrant des dépassements sur les paramètres DCO, DBO5, MES, Plomb, métaux totaux ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit de non-conformités à l'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que de nombreux containers présents sur site ne comportent aucune indication quant à leur contenu ou des indications erronées ;

CONSIDÉRANT que des déchets stockés dans le local déchets dangereux non inflammables ne comportaient aucune indication ni aucun affichage quant à leur typologie et leur dangerosité ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité à l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que des pièces graisseuses, issues du démontage des VHU notamment, sont stockées à même la dalle, et non couvertes ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité à l'article 8.4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé exige un stockage à l'abri des intempéries, dans des containers étanches ou dans des emballages étanches ;

CONSIDÉRANT que cette non-conformité a déjà été constatée en 2018 ;

CONSIDÉRANT que de nombreux liquides/déchets susceptibles de polluer la nappe et les sols sont stockés hors rétention, notamment les fluides issus de la dépollution des VHU ;

CONSIDÉRANT que des déchets liquides dangereux présents dans le local déchets dangereux ne sont stockés ni sur la partie du dallage reliée à la rétention par cuve ni sur une rétention mobile ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité aux articles 7.4.1 et 8.4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que certains containers de déchets dangereux étaient empilés sur 4 hauteurs ;

CONSIDÉRANT que l'avant-dernier alinéa de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé limite l'entreposage des contenants sur deux hauteurs ;

CONSIDÉRANT que les VHU dépollués (transpalettes) sont empilés sur une hauteur qui dépassait les 3 mètres ;

CONSIDÉRANT qu'il s'agit d'une non-conformité à l'article 8.4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé limite la hauteur d'entreposage des VHU dépollués à 3 mètres maximum ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Saône-et-Loire ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : OBJET

La société EPUR CENTRE, dont le siège social est sis ZI, 135 rue Lavoisier, Mâcon (71 020), **est mise en demeure**, pour les installations classées qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mâcon (71 020) – 135 rue Lavoisier :

- de respecter **dans un délai de 15 jours** :
 - (1) l'article 8.1.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé, en complétant les indications et affichages relatifs à la typologie et la dangerosité des déchets présents dans l'établissement ;
 - (2) l'article 8.4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en stockant à l'abri des intempéries, dans des containers étanches ou dans des emballages étanches les pièces grasses ;
 - (3) les articles 7.4.1 et 8.4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en stockant sur rétention les liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ;
 - (4) l'avant-dernier alinéa de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en limitant l'entreposage des contenants sur deux hauteurs ;
 - (5) l'article 8.4.4.4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en limitant la hauteur d'entreposage des VHU dépollués à 3 mètres maximum ;

- de respecter l'article 4.3.9.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2014 susvisé en ayant des rejets conformes **dans un délai de 12 mois**. Dans ce cadre, l'exploitant devra respecter les échéances intermédiaires suivantes :
 - réaliser dans un délai de 4 mois deux nouvelles analyses sur le point de rejets d'eaux pluviales (EP1). Dans ce cadre les débits d'eaux pluviales devront être mesurés ou évalués et les flux associés aux paramètres analysés estimés ;
 - démontrer dans un délai de 6 mois que les flux rejetés ne sont pas susceptibles de dégrader le milieu (La Saône) ;
 - proposer, dans un délai de 8 mois, une solution de traitement des eaux rejetées en EP1 ou des dispositifs techniques destinés à limiter la pollution des eaux pluviales (du type couverture par exemple) afin que les rejets soient conformes ;
 - réaliser une nouvelle analyse de ses rejets d'eaux pluviales dans un délai de 11 mois.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Dijon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de MACON, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Bourgogne Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui est notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à la société EPUR CENTRE. Une copie du présent arrêté est adressée à l'unité départementale de Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Mâcon, le **13 JAN. 2020**

Le Préfet,

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

David-Anthony DELAVOËT